

### Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées

La France est aujourd'hui la 6<sup>ème</sup> puissance économique mondiale. L'économie française est principalement une économie de services. Le secteur tertiaire (activités de services) représente plus de 75 % des emplois, contre 13 % environ pour le secteur secondaire (activités industrielles), environ 7 % pour la construction et 3 % pour le secteur primaire (agriculture, sylviculture et pêche). La population active est de plus de 28 millions, et le nombre d'emplois de plus de 25 millions. En 2013, le taux d'activité en France était de 71,1 %.

La dernière crise économique de 2008, a eu des répercussions importantes sur l'économie. De nombreuses réformes et relances ont été menées pour retrouver la croissance, créer de l'emploi, produire des richesses... La Picardie a aussi été fortement impacté par cette crise. Territoire historique de productions industrielles, la tertiarisation de l'économie ajoutée à cette crise a entraîné

un certain déclin. Aujourd'hui la région doit tirer profit de sa position géographique privilégiée entre l'Île de France et le nord de l'Europe, de son accessibilité par les nombreuses voies de communications qui la desservent et de son tissu économique en mutation, pour retrouver une forte croissance.

Les différentes collectivités qui la composent doivent mettre en œuvre leur politique économique, en particulier au travers de documents cadres, qui seront ensuite traduits et déclinés dans les documents d'urbanisme.

En effet, le code de l'urbanisme prévoit que les documents de planification prennent en compte le développement économique, en étudiant notamment les thématiques du commerce, du tourisme des loisirs ou encore des équipements et des services. Dans les différentes pièces des documents ces thématiques doivent être abordées.

**L'ensemble des éléments cartographiques et des données disponible à l'échelle communale est repris au sein des différentes annexes jointes à la présente fiche.**

### Population active et emplois par catégorie socioprofessionnelle

Les données suivantes sont issues de l'INSEE (RP2019) et permettent d'avoir une vision de l'activité économique du territoire, selon les catégories socioprofessionnelles.

	Département de l'Oise	CCPE
<b>Population active de 15 à 64 ans</b>	<b>390 248</b>	<b>8 968</b>
Dont agriculteurs exploitants	2 708	96
artisans, commerçants et chefs d'entreprises	19 571	488
cadres et professions intellectuelles supérieures	51 668	1 185
professions intermédiaires	101 490	2 520
employés	112 546	2 303
ouvriers	95 935	2 286
<b>Nombre de chômeurs</b>	<b>52 207</b>	<b>854</b>
Taux de chômage (en %)	13,4	9,5

(CCPE : Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées)

	Département de l'Oise		CCPE	
	Nombre	%	Nombre	%
<b>Nombre d'emplois</b>	<b>268 099</b>	<b>100</b>	<b>6 406</b>	<b>100</b>
Dont agriculteurs exploitants	2 943	1,1	133	2,1
artisans, commerçants et chefs d'entreprises	16 977	6,3	333	5,2
cadres et professions intellectuelles supérieures	35 440	13,2	653	10,2
professions intermédiaires	69 096	25,8	1 405	21,9
employés	76 060	28,4	1 196	18,7
ouvriers	67 583	25,2	2 686	41,9

## Établissements par secteur d'activité

La **Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées (CCPE)** est intégralement composée de communes faisant partie des « communes multipolarisées des grandes aires urbaines ».

À l'exception des communes d'Avrigny et Épineuse qui appartiennent à la zone d'emploi de « Roissy – Sud Picardie », l'ensemble des communes de la **CCPE** appartiennent à la zone d'emploi de « Compiègne ».

Les données suivantes sont issues de l'INSEE et permettent d'avoir une vision de l'activité économique du territoire, à partir des établissements recensés au 31 décembre 2019 et des établissements créés en 2021 par secteur d'activité.

	Département de l'Oise		CCPE	
	Nombre	%	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>51 916</b>	<b>100</b>	<b>1 108</b>	<b>100</b>
Dont industrie	3 701	7,1	130	11,7
construction	6 918	13,3	167	15,1
commerce, transports, hébergement et restauration	16 202	31,3	338	30,5
Information et communication	1 392	2,7	30	2,7
Activités financières et d'assurance	1 928	3,7	34	3,1
Activités immobilières	2 138	4,1	45	4,1
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	8 641	16,6	157	14,2
Administration publique, enseignement, santé et action sociale	6 245	12	118	10,6
Autres activités de services	4 751	9,2	89	8
<b>Création d'établissements en 2021</b>	<b>9 665</b>	<b>/</b>	<b>166</b>	<b>/</b>

## Zones d'activités économiques

Dans l'esprit des lois Grenelle et de la réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, les collectivités sont encouragées à prioriser le renouvellement urbain, le comblement des zones existantes et la réhabilitation de zones vieillissantes, avant de prévoir l'extension ou la création de nouvelles zones. Une [publication du CEREMA](#) (Centre d'Études et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement) traite de la requalification des zones d'activités périphériques.

Le document d'urbanisme doit donc présenter un état des lieux complet des zones existantes (*taux d'occupation, perspectives d'évolution, points forts, points faibles, etc*) et justifier l'inscription d'extension ou de création de zones.

**La prise en compte ou la compatibilité avec les documents de norme supérieure sur les aspects économiques doit être étudiée et justifiée.**

En 2020, la **CCPE** comptait 17 zones d'activités, réparties sur 11 communes, pour une superficie totale de 588 ha, dont environ 107 ha disponibles (**voir l'annexe 1 : Zones d'activités sur le territoire de la CAB**).

## Tourisme

L'INSEE, en partenariat avec le Comité Régional Touristique (CRT) et le Ministère de l'Économie (DGCIS) a recensé sur la **CCPE**, un hôtel, mais aucun camping, au 1er janvier 2021.

	Campings	Emplacements	Hôtels	Chambres
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>11</b>
1 étoile	0	0	0	0
2 étoiles	0	0	0	0
3 étoiles	0	0	0	0
4 étoiles	0	0	0	0
5 étoiles	0	0	0	0
Non classé	0	0	1	11

En matière d'équipements touristiques et de loisirs, sont identifiés sur la **CCPE**, deux centres équestres (*Remy*) et une base nautique de loisirs (*Longueil-Sainte-Marie*).

## Équipements et services

La CCPE concentre de nombreux équipements et services (*voir l'annexe 2 : classification des principaux types d'équipements et services sur le territoire de la CCPE issue du BPE-2018*) :

- 441 de la gamme de proximité (*la gamme de proximité réunit les plus courants, tels que l'école élémentaire, la boulangerie ou le médecin généraliste*) ;
- 73 de la gamme intermédiaire (*la gamme intermédiaire regroupe des équipements moins fréquents comme le collège, le supermarché ou le laboratoire d'analyses médicales*) ;
- 16 de la gamme supérieure (*la gamme supérieure regroupe des équipements plus rares comme les lycées, les établissements hospitaliers ou les hypermarchés*).

## La construction

Les trois tableaux ci-dessous détaillent les statistiques sur la construction neuve de ces dix dernières années dans la commune, établies à partir des déclarations de commencement de chantiers.

Ces statistiques sont extraites de l'application nationale Sit@del2 du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire. Vous pouvez directement consulter la base de données nationale sur le site internet : [lien vers Sit@del2](#).

Année	Nombre de logements commencés				
	individuels purs	individuels groupés	collectifs	en résidence	total
2010	88	17	12	0	117
2011	74	37	18	0	129
2012	64	14	16	30	124
2013	29	17	28	0	74
2014	36	38	73	0	147
2015	33	4	0	0	37
2016	31	4	6	0	41
2017	28	6	36	0	70
2018	22	4	0	0	26
<b>2019</b>	<b>22</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>42</b>

Année	Surface de logements commencés (en m <sup>2</sup> )				
	individuels purs	individuels groupés	collectifs	en résidence	total
2010	11 644	1 323	876	0	13 843
2011	9 950	3 051	1 603	0	14 604
2012	8 237	1 085	2 752	2 800	14 874
2013	3 684	1 537	1 819	0	7 040
2014	4 133	3 641	4 780	0	12 554
2015	3 749	485	0	0	4 234
2016	3 733	392	544	0	4 669
2017	3 058	559	2 038	0	5 655
2018	2 680	357	0	0	3 037
<b>2019</b>	<b>2 506</b>	<b>1 609</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 115</b>

Année	Surface des locaux autres que logements commencés (en m <sup>2</sup> )	
	SHON commencée des locaux autres que logements	Dont SHON commencée locaux service public
2010	8 602	1 948
2011	32 856	795
2012	7 900	2 291
2013	8 120	267
2014	8 288	178
2015	3 792	3 150
2016	3 393	94
2017	1 498	584
2018	3 609	2 756
<b>2019</b>	<b>5 689</b>	<b>446</b>

(/ : pas de données Sitadel)

(Fiche mise à jour le 06 octobre 2022 - © DDT de l'Oise)